

L'assassinat de Samuel Paty n'est pas un acte terroriste, c'est religieux



L'ignoble assassinat par égorgement et décapitation d'un professeur de collège suscite à juste titre une saine colère. Nous sommes révoltés et nous pensons à sa famille qui doit vivre un cauchemar épouvantable.

Cette exécution au nom d'Allah vise la liberté de conscience et d'expression, le blasphème – qui font partie de notre liberté de citoyen, acquise de longue lutte et inscrite dans notre Constitution. Samuel Paty, professeur d'histoire et de géographie avait donné un cours sur la liberté d'expression, donc la liberté de caricaturer et, pour l'illustrer, il avait pris l'exemple de celles de Charlie Hebdo dont le procès des assassins des membres de ce journal se déroule en ce moment. Son but était donc d'ouvrir les esprits à cette liberté de conscience du citoyen dont on nous rebat les oreilles par

ailleurs... Il s'agissait d'ouvrir les élèves à la réflexion, à la critique par le texte et par le dessin et surtout de montrer que cette liberté, chèrement acquise, est nécessaire à la vie, à l'échange, à la discussion donc à la pluralité des consciences. Que cette liberté est un droit constitutionnel, un droit de l'homme !

Or, cette pluralité est refusée par une religion : l'islam qui veut imposer son dogme, qu'elle croit supérieur à la liberté individuelle de conscience. C'est cette vision totalitaire que l'assassin a voulu imposer en décapitant le professeur. C'est la libre pensée qu'il a tuée, dans son refus d'admettre la pluralité des opinions, celles de l'Autre tout simplement.

Peu de temps avant c'est un autre musulman d'origine pakistanaise qui a blessé au hachoir deux personnes qu'il croyait être des journalistes de Charlie Hebdo. C'est donc un crime religieux et non un crime terroriste qui a été accompli. La laïcité est bafouée par des adeptes de l'islam radical et nous en voyons les effets quotidiens, prières de rues, habits religieux – le voile en est un exemple particulièrement choquant – puisqu'il enferme les femmes dans une cage vestimentaire qui en fait des sous-individus.

Dans l'enseignement, et ce, depuis plus de vingt ans, les cours sont sans cesse perturbés par des élèves qui veulent imposer la vision coranique du monde qu'ils disent être la seule, la vraie qui doit être enseignée. La vérité de l'islam étant, selon eux, supérieure à toute autre. Cette contestation d'un nombre de plus en plus important d'élèves n'a jamais été combattue comme elle aurait dû l'être. La hiérarchie préférant se cacher derrière la couardise du « pas de vagues » ou du « pas d'amalgame » ! Cette démission a accéléré le processus de conquête jusqu'au sein des établissements scolaires et les enseignants ont été lâchement abandonnés alors qu'ils auraient dû être soutenus. Un professeur d'arts plastiques a été suspendu en 2005 à Mulhouse pour avoir montré une caricature de Mahomet, à l'occasion d'un cours sur la caricature. Le

recteur d'Académie l'a suspendu pour quatre mois ! Cet enseignant travaillait dans une zone d'éducation prioritaire par choix. Et rappelons-nous le sort de Louis Chagnon, démis de ses fonctions de professeur d'histoire en 2004, à la suite d'une plainte du Mrap et de la Ligue des droits de l'homme, alertés par un parent d'élève musulman d'une autre classe, pour avoir dit en classe de cinquième que Mahomet était un pillard et un assassin. Il avait donné l'exemple de la tuerie des Juifs de la tribu des Quraizah qui avaient refusé de se convertir à l'islam. Les textes des historiens arabes confirment ce fait. Face à cette offensive de l'islam radical, qu'ont fait les gouvernements successifs ? Rien ! Ils ont abandonné le terrain en regardant ailleurs. Sans doute en espérant que les choses se tasseraient d'elles-mêmes ! Mais ils ne manquaient pas, dans leur aveuglement, de condamner ceux qui pointaient les dangers de l'islamisme, en reprenant à leur compte le terme d'islamophobie. Du reste, il faut bien rappeler que les enseignants, l'Éducation nationale, ont idéologiquement soutenu une politique d'excuse à l'égard des élèves d'origine musulmane parce qu'ils étaient, selon eux, les « Damnés de la terre », reprenant ainsi l'expression de Franz Fanon ! Ils n'ont pas compris la force du religieux exercée sur ces populations et, d'autre part, ne pouvaient attendre aucun secours de l'Administration à tous les échelons, qui, drapée dans la toge du « pas de vague » regardait ailleurs pour ne pas se faire taper sur les doigts.

Commentant la tragédie de Conflans-Sainte-Honorine, le Premier ministre Jean Castex a dit : « à travers l'un de ses défenseurs, c'est la République qui a été frappée en plein cœur par le terroriste islamiste. Solidaire de ses enseignants, l'État réagira avec la plus grande fermeté pour que vive la République et ses citoyens libres. Nous ne renoncerons jamais, jamais ! ».

La République a bon dos ! Cette récupération est d'autant plus scandaleuse qu'elle est rameutée à tout bout de champ, mais le

pouvoir ne lève pas le petit doigt pour protéger le peuple, et n'applique pas les lois régaliennes censées faire régner l'ordre ! La République est devenue une chimère que les responsables politiques, ceux qui sont en charge de la Nation, agitent dans leurs discours pour éviter de parler de la France, de notre patrie, de notre civilisation qui sont en danger mortel. Notre pays est attaqué dans sa chair et dans ses institutions. Notre patrie est en danger ! Chaque Français est une victime en puissance, à la merci du hachoir et du couteau, de la voiture bélier...

Ces hommes et ces femmes enseignants, qui travaillent dans des conditions inacceptables pour un salaire ridicule, ce sont eux qui essaient de tenir la barre d'une école qui part à vau-l'eau, qui ne transmet plus de connaissances, mais distille une propagande éhontée, sur le réchauffement climatique, sur le *gender*, sur la lutte contre les discriminations, notamment envers les immigrants qui seraient malheureux et maltraités par une République pourtant généreuse à leur égard.

Soyons assurés qu'une fois le corps refroidi de cet homme, Samuel Paty, après les marches blanches, les bougies et fleurs coupées, cette bimboloterie émotionnelle et sentimentale, qui en aucun cas ne peut se substituer au politique, le train-train reprendra au sein de l'Éducation nationale et dans le pays, sans que rien de décisif ne soit mis en place pour éradiquer cette hydre (mot du Président Macron) qui veut changer notre société et la soumettre. Mais nos dirigeants n'ont toujours rien compris et ils devraient prendre conseil auprès de ceux qui connaissent l'islam et l'islamisme dans sa forme radicale, et l'ont subi dans leur pays, comme le dit Boualem Sansal dans Valeurs actuelles :

« L'islamisme est un État souverain, un État qui n'a pas de territoire propre, pas de frontières, pas de capitale ». Dès lors, face à la « guerre » entamée, « la France est plus fortement touchée en raison de son histoire propre (la colonisation, son soutien aux dictatures arabes, la présence

sur son sol d'une immigration nombreuse mal intégrée qui peu à peu s'est détachée de la communauté nationale ».

Il prédit, si rien n'est fait, que : « tout cela montre que la France ne comprend toujours pas la réalité à laquelle elle est confrontée. Elle se croit frappée par des terroristes, des jeunes fichés S ou pas, alors qu'elle subit une guérilla qui peu à peu prend son élan pour un jour atteindre les dimensions d'une guerre totale ».

Quant au discours d'Emmanuel Macron, il était atone et lui-même avait endossé le costume du deuil pour dire : « On s'était progressivement habitués à être une société d'individus libres. Nous sommes une nation de citoyens solidaires ».

Donc la solidarité est plus importante que la liberté ? Et solidaires de quoi ? De cet homme, ce professeur massacré ? C'est un peu tard ! Les enseignants qui font (ou essaient) de faire leur travail, comme ce professeur d'arts plastiques qui donnait un cours sur la caricature (totalement dans son programme) et avait montré une caricature de Mahomet et qui a été suspendu pendant quatre mois, en 2015, par le recteur d'académie de Strasbourg, n'ont pas été soutenus par leur hiérarchie et ils sont abandonnés avec comme seul mot d'ordre : « surtout pas de vagues, arrangez-vous pour tenir votre classe ».

On aurait aimé entendre un discours un peu plus pugnace car seule la force (légitime), celle de l'État, face à un ennemi qui nous combat sur notre propre sol, viendra à bout de cette guerre qui nous est imposée. Il ne suffit pas de dire d'une voix de comédien qui récite sa tirade : « ils ne passeront pas, ils ne passeront pas ! » qui sonne comme un vœu pieux. Mais ils sont déjà passés, Monsieur le Président ! Ils sont là, chez nous, sans que nous ayons eu notre mot à dire ! C'est pourquoi, simple question de bon sens, il serait utile de mettre un coup d'arrêt à cette immigration qui ne peut que renforcer cette guerre à laquelle nous ne sommes pas préparés

! Mais il est vrai que vous avez signé le Pacte de Marrakech ! vous venez de nous montrer que ce pacte n'est pas contraignant puisque vous nous l'avez juré. Tout le monde peut se tromper et faute avouée est à moitié pardonnée ! Nous ne pouvons pas continuer à recevoir des coups sans nous défendre ! Les pouvoirs régaliens existent et il vous incombe de les mettre en œuvre. C'est la seule voie possible pour ne pas abandonner le pays – déjà dans un chaos bien avancé – à la guerre civile...

Évelyne Tschirhart